

**OBJET : RESTRICTION TEMPORAIRE DU STATIONNEMENT SUR LE DOMAINE PUBLIC  
SUR LA 2<sup>ème</sup> PARTIE DU PARKING HOCHÉ**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2213-1 à L 2213-6 ;

**VU** le Code de la route, notamment l'article R 417 ;

**VU** l'Arrêté Municipal n° 2023/092 du 10 mai 2023 réglementant l'arrêt et le stationnement à ARPAJON ;

**VU** l'Arrêté Municipal n° 2022/321 du 13 janvier 2023 réglementant la circulation sur le territoire de la ville d'ARPAJON ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité de réserver le stationnement sur la 2<sup>ème</sup> partie du parking Hoche dans cadre de l'organisation de la convention de tatouage,

**CONSIDÉRANT** que cette restriction du stationnement doit avoir lieu du vendredi 5 juillet 2024, de 08h00 au dimanche 7 juillet 2024, jusqu'à 23h59,

**Le Maire de la commune d'Arpajon.**

**ARRÊTE**

**Article 1 :** Du vendredi 5 juillet 2024, de 08h00 au dimanche 7 juillet 2024, jusqu'à 23h59, le stationnement sera réservé sur la 2<sup>ème</sup> partie du parking Hoche aux exposants de la convention de tatouage.

**Article 2 :** La signalisation appropriée sera mise en place par les soins des services techniques.

**Article 3 :** Le présent arrêté sera affiché 48 heures avant la neutralisation des places.

**Article 4 :** Cette autorisation pourra être modifiée, voire supprimée par nécessité de service ou par mesure de sécurité en raison de circonstances particulières ou des conditions atmosphériques.

**Article 5 :** Les véhicules en infraction seront verbalisés et enlevés par les services de Police aux frais et risques du contrevenant.

**Article 6 :** Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Madame la Directrice Générale des Services,
- Madame la Commissaire de Police d'Arpajon,
- Monsieur le Responsable de la Police Municipale d'Arpajon.

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Arpajon, le

03 JUIL. 2024



Maire-Adjoint,

Thierry FICHEUX

Le Maire certifie le caractère exécutoire du présent arrêté et informe que cet acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois, à compter de la présente notification.

Le Maire,

Christian BERAUD